



La Ministre des PME, des Indépendants,
de l'Agriculture et de la Politique scientifique

Cellule Sécurité alimentaire et Agriculture
Emmanuel AUQUIER
Emmanuel.auquier@laruelle.fgov.be
Tél. : 02/541 63 63

BAN
22 NOV. 2011

Bruxelles, 21 NOV. 2011

Monsieur Bernard ANTOINE
Directeur général
Union des Villes et des Communes de Wallonie
Fédération des CPAS
Rue de l'Etoile, 14
5000 NAMUR

Votre courrier du :
28/10/11

Vos références :
CE/MC/TJ/ban/cb/11-1014b

Nos références :
AGRI/JFH/EA/ASM/66579
067208

Annexe(s) :

Objet : Distribution de l'aide alimentaire aux plus démunis.

Monsieur le Directeur général,

Votre courrier du 28 octobre 2011 m'est bien parvenu. Celui-ci a retenu ma meilleure attention.

Je suis tout d'abord très heureuse de vous confirmer qu'à l'issue des débats tenus ce 14 novembre 2011, le Conseil des Ministres de l'Agriculture devrait permettre la poursuite de l'aide européenne aux plus démunis en 2012 et 2013 via un budget issu de la Politique Agricole Commune. En effet, suite à un accord intervenu entre la France et l'Allemagne, le nombre de voix formé par les pays qui ne souhaitent pas le prolongement de cette aide ne constitue plus une minorité de blocage. Bien que la décision doive encore faire l'objet d'un accord formel lors d'une prochaine réunion du Conseil des Ministres Européens de l'Agriculture, je suis persuadée que cette nouvelle constitue un véritable soulagement pour votre organisation et vos membres.

Concernant votre demande relative à l'entreposage des denrées alimentaires destinées aux CPAS, j'ai écrit à mon collègue Pieter DE CREM, Ministre de la Défense nationale, en date du 5 janvier 2010 afin de lui faire part des conséquences qu'aurait le plan de restructuration de l'armée en la matière.

Dans sa réponse du 21 juin 2010, celui-ci a proposé des mesures transitoires jusqu'au 31 décembre 2011, ce qui devait laisser un temps suffisant aux organisations responsables de l'application de ce programme pour trouver des solutions.

Suite à la réunion du 18 octobre 2011 qui s'est tenue avec les responsables du BIRB, le Bureau d'Intervention a proposé quelques aménagements (étalement des livraisons de marchandises au cours de l'année, utilisation des banques alimentaires comme plate-forme temporaire de stockage) afin de limiter les désagréments liés à la diminution des espaces de stockages fournis par l'armée.

./..

Le BIRB est également à la recherche de solutions alternatives avec d'autres associations et autorités régionales ou locales afin de trouver des espaces de stockages adéquats. Il ne manquera pas de vous informer à ce sujet.

Concernant votre demande d'intervention dans les frais de stockage, je vous informe que la réglementation en vigueur ne le permet pas. En effet, ce programme d'aide aux plus démunis provient de Fonds européens et les dépenses dans ce cadre doivent obéir à des dispositions très strictes auxquelles il n'est pas possible de déroger.

Je tiens une nouvelle fois à saluer la qualité de votre travail et vous remercier pour votre engagement envers les plus défavorisés de notre société.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'expression de ma parfaite considération.



Sabine LARUELLE

Copie à : Bernard HENNUY, Directeur général f.f. du BIRB